JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse.

ADMINISTRATION

CAHORS : L. LAYTOU, DIRECTEUR, RUE DU LYCEE.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 34, et Place de la Bourse, n° 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Cahors, le 13 Avril

L'ORGANISATION ÉLECTORALE

Comme on le sait, aux termes de la loi constitutionnelle, les deux Chambres qui composent le Parlement, le Sénat et la Chambre des députés, ne doivent jamais siéger l'une sans l'autre. Le Sénat venant d'être constitué en haute cour de justice, perd par cela même, tant qu'il fonctionnera en cette qualité, son caractère politique; ce n'est plus une assemblée, c'est un tribunal; dès lors, la Chambre des députés ne pouvant siéger, sans que le Sénat siège simultanément, doit se proroger jusqu'à ce que la haute cour ait rempli le mandat judiciaire qui lui a été attribué par la Constitution et dont l'exercice vient de lui être délégué par décret du Président de la République.

Dans ces conditions, la Chambre va se séparer, et tout porte à croire qu'elle prendra d'assez longues vacances.

A plusieurs points de vue, il faut, croyons-nous s'en féliciter. Tout d'abord, le pays a besoin de calme pour l'ouverture de l'Exposition universelle.

En second lieu, le Sénat ne peut accomplir la mission qui lui est confiée en qualité de haute cour, qu'à la condition expresse de ne pas être troublé par des incidents parlementaires, dans l'examen des faits qui lui sont soumis.

Enfin et surtout, cinq mois seulement nous séparent des élections générales du mois d'octobre, et il est grand temps non pas seulement d'y penser, mais de se préparer à une lutte qui aura sur les destinées de la France une décisive influence.

Il ne faut plus, par des questions extérieures et relativement secondaires, se laisser détourner de la vraie question : la question électorale.

Jusqu'à présent, malgré tout, on ne s'en est guère occupé. L'heure est venue de la placer au premier plan.

Lors des dernières élections c'était au chef lieu du département qu'étaient dressées les listes de candidatures. Ce sera désormais, ainsi que cela se passait avant le vote de la loi de 1885, les comités d'arrondissement qui seront appelés à se prononcer entre les divers candidats prêts à briguer les suffrages de leurs concitoyens.

Or, c'est précisément ces comités d'arrondissement et ces moyens d'action appropriés au scrutin uninominal, qu'il s'agit de reconstituer sans retard et sans délai.

Le retour des députés dans leurs départements respectifs, la réunion des conseils généraux, la préparation des élections qui auront lieu au mois d'août, pour le renouvellement de la moitié des assemblées départementales; ce sera là, nous l'espérons, autant d'occasions d'organiser l'action électorale.

Sur le terrain du scrutin d'arrondissement, l'action est à la fois plus facile et plus efficace, étant plus limitée. Il est plus aisé d'appuyer un candidat auprès d'électeurs qui le connaissent, que de faire passer contre un personnage à panache toute une liste de gens inconnus, ou à peu près, de ceux auxquels on demande leurs suffrages.

Telle est l'œuvre patriotique qui, à cette heure, prime toutes les autres; elle doit être l'unique préoccupation de tous ceux qui ont à cœur le salut de nos libertés.

**

INFORMATIONS

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 11 avril

A l'unanimité des votants moins deux voix la Chambre, sur la demande du gouvernement appuyée en quelques mots éloquentes par l'évêque d'Angers, ouvre au ministre de l'Instruction publique un crédit de 10,000 francs pour faire à M. Chevreul des funérailles aux frais de l'Etat. La Chambre s'ajourne au samedi 11 mai.

La Haute Cour de Justice

Paris, 11 avril.

La loi réglant la procédure à suivre, élaborée, comme on le sait, par la commission sénatoriale dont M. Morellet était rapporteur, sera promulguée aujourd'hui au *Journal officiel*. Aucune difficulté ne pourra donc s'élever dans la première audience de la haute Cour.

Aux termes de la loi de procédure, la haute Cour entendra, à l'ouverture de l'audience de vendredi, la lecture du décret qui la constitue et le réquisitoire de M. le procureur général. Puis elle se réunira en chambre du conseil, c'est-à-dire en comité secret, pour examiner diverses questions, notamment les demandes qui pourront être formulées par certains sénateurs de ne pas assister aux audiences de la haute cour, les exceptions d'incompétence et autres qui pourront être relevées, etc., etc.

au fourreau :

— Hé ! si je vous tuais, dit-il, comment soupçons-nous ensemble ?

Il s'en fut ramasser l'arme de son adversaire et la lui rendit en saluant.

Ensuite, il ajouta de sa bonne voix franche et ronde :

— Car vous ne me refuserez pas je l'espère, l'honneur et le plaisir de partager avec vous le gigot que vous m'avez si vaillamment disputé.

Puis encore, se tournant vers maître Bonlaron :

— Deux couverts ! trois couverts ! Autant qu'il en faudra. J'invite monsieur, j's vous invite, j'invite tout le monde !

Renaud d'Elicigaray était resté un instant comme écrasé sous le poids de sa défaite.

Il était rouge, tremblant, confus. Deux grosses larmes roulaient le long de ses joues brunes. A la fin cependant, gagné par la noblesse de procédés de son vainqueur, il fit un pas vers ce dernier, et, la tête basse, avec l'accent d'une vive et réelle émotion :

— Monsieur, lui dit-il, j'ai eu tort. C'était agir en malotru que vous chercher cette sottise querelle. Vous valez cent fois mieux que moi, et votre conduite en tout ceci sent son gentilhomme d'une lieue... C'est ma maudite petite taille qui me met ainsi la cervelle à l'envers... Pourtant je n'ai que vingt-six ans, et ce n'est pas encore l'âge, n'est-ce pas, où l'on doit renoncer à grandir ?

— Monsieur, lui dit-il, j'ai eu tort. C'était agir en malotru que vous chercher cette sottise querelle. Vous valez cent fois mieux que moi, et votre conduite en tout ceci sent son gentilhomme d'une lieue... C'est ma maudite petite taille qui me met ainsi la cervelle à l'envers... Pourtant je n'ai que vingt-six ans, et ce n'est pas encore l'âge, n'est-ce pas, où l'on doit renoncer à grandir ?

Puis, avançant la main :

— Voulez-vous me pardonner et devenir mon ami ?

Les juges

Le nombre légal des membres du Sénat est de 300 ; mais tous les sénateurs ne pourront pas siéger comme membres de la cour de justice. Il pourra au plus y en avoir 285 siégeant comme juges.

En effet, au terme de la nouvelle loi, ne pourront pas concourir au jugement :

1° Les neuf membres composant la commission d'Instruction, s'ils sont récusés par la défense. Il paraît indubitable que, s'il n'a pas de défense, ces membres se récusent d'eux-mêmes.

2° Les sénateurs membres du ministère ; ceux-ci sont au nombre de trois : MM. Tirard, Faye et de Freycinet.

3° Les sénateurs élus postérieurement au décret de convocation de la haute cour. Ceux-ci seront au nombre de trois. Il y a, en effet, une élection sénatoriale à faire le 2 mai prochain, dans la Seine, pour remplacer M. Songeon, décédé, et une élection à faire le 26 mai dans l'Aisne et dans le Doubs par suite de l'attribution à ces départements des sièges d'inamovibles transformés en sièges ordinaires après le décès de l'amiral Jaurès et de M. Scherer, soit, en tout, quinze sénateurs qui de toute manière ne pourront pas participer au jugement.

Il faut rappeler au sujet des demandes d'absentéisme, que, aux termes de la loi de procédure, tout sénateur est tenu de siéger si les motifs d'absentéisme ne sont pas jugés valables. (Article 29). Mais la loi n'édicte aucune sanction contre les sénateurs qui persisteraient dans leur refus de siéger, malgré la décision précise par la haute Cour réunie en chambre du conseil.

L'Instruction

Lorsque la haute Cour aura « ordonné qu'il sera procédé à l'Instruction », son rôle sera provisoirement terminé. La commission d'Instruction ou plutôt son président, assisté des membres désignés par elle remplira son office. On prévoit que, dans le cas actuel, il sera assez long, et que l'Instruction durera au moins un mois.

Comme il s'agit, en outre, d'un cas de contumace, le jugement ne pourra être rendu que dans un délai de trente jours, à partir du moment où l'arrêt d'accusation sera rendu par la commission d'Instruction.

La haute Cour de justice, après avoir tenu sa première audience publique vendredi, ne se réunira donc vraisemblablement pas avant deux mois.

D'après la *France*, M. Boulanger accepte la candidature dans les Pyrénées-Orientales aux prochaines élections.

On mande de Bruxelles au *XIX^e Siècle* :

On raconte ici que l'acte d'accusation devant la haute cour de justice englobera dix-sept personnes.

Tous les inculpés, arrêtés ou non, déclareront qu'ils font défaut, refusant de reconnaître la juridiction du Sénat. Un nouveau manifeste développera les raisons de cette attitude.

— De grand cœur, répondit Joël en imitant son mouvement. Tope-là ! c'est entre nous à la vie à la mort.

Ensuite avec une gaieté bruyante :

— Et maintenant, à table ! Cette escrime de chambre m'a creusé davantage. Nous ferons plus ample connaissance en trinquant.

Maître Bonaventure cherchait autour de lui :

— Ah ça ! dans quel trou de souris s'est faufilé cette poule mouillée de Bistoguet ? Où se cache cette fleur de poltronnerie ? Comment ce cuisiste en chef s'est-il évaporé ?

— Me voici, patron, prononça une voix qui semblait s'élever du sol.

Et l'émule de Loret sortit de dessous la table, sous laquelle il s'était retranché à plat ventre.

L'ancien sergent le pulvérisa d'un regard méprisant :

— Alors servez, monsieur le drôle, monsieur le couard, monsieur le fabricant de verses, puisque vous n'êtes même pas bon à recevoir une estafilade pour m'aider à me refaire la main.

On s'assit autour du gigot. Celui-ci ne lassait pas que d'être éminemment dur et coriace. Mais il n'est semelle de botte, basane, ni cuir bouilli que ne tordent, avalent et digèrent des estomacs de jeunes gens.

Et puis, la cave était excellente au *Maure-qui-Trompe*. On y eut recours abondamment. Au dessert les quatre convives se montraient singulièrement animés. Le cabaretier, que l'on n'écoutait guère, racontait la campagne de Flandre :

— Tous les quinze jours, M. le Prince nous donnait cinq minutes pour... cracher. Nous profitions des cinq minutes pour dormir, et nous... crachions

Jeudi a été promulguée au *Journal officiel*, la loi sur la procédure à suivre devant le Sénat, pour juger toute personne inculpée d'attentats commis contre la sûreté de l'Etat.

Les désordres boulangistes de Rouen

A la suite des désordres boulangistes qui ont eu lieu dans la soirée de dimanche, à Rouen, et dont nous avons rendu compte, la police de cette ville a procédé à l'arrestation de treize individus, accusés de coups et blessures, de bris de clôture et de vol au *Petit Rouennais*. Ces individus sont des jeunes gens de treize, quatorze, quinze et dix-neuf ans, la plupart ouvriers, quelques-uns sans profession avouée. Trois d'entre eux ont été blessés grièvement, dans la rue Nationale, un ouvrier graveur qui criait : A bas Boulanger ! Ils vont tous être traduits devant le tribunal correctionnel. La plupart ont avoué avoir reçu de l'argent pour faire du tapage boulangiste.

Le privilège de la Banque de France

Le ministre des finances déposera prochainement sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant le renouvellement du privilège de la Banque de France. Le privilège actuel expire, on le sait, en 1897. M. Rouvier est entré en négociations avec la Banque, en vue d'obtenir un avantage nouveau pour l'Etat comme compensation au renouvellement du privilège.

On est d'accord sur le principe. Il s'agit de savoir si l'Etat sera admis au partage des bénéfices ou s'il recevra de la Banque un tribut annuel. Le privilège sera renouvelé pour 30 ans, de 1897 à 1927.

Les porteurs de Panama

On lit dans l'*Autorité* : Nous continuons à recevoir de nombreuses lettres de porteurs de titres de Panama, qui se plaignent des lenteurs de la liquidation.

Plusieurs correspondants nous communiquent des observations excessivement intéressantes, qu'ils nous prient de transmettre à M. Brunet, le liquidateur de la Compagnie.

Nous nous efforçons de les satisfaire.

L'émission des obligations à lots fut faite avec cette condition qu'une partie du produit serait versée à la caisse de la Société, mais que l'autre formerait un dépôt servant de garantie aux obligations, pour le capital, les intérêts, le remboursement des obligations aux tirages et le paiement des lots désignés.

Pourquoi ne paie-t-on plus avec ce dépôt, ni intérêts ni obligations sorties aux tirages, bien que l'on paie les lots ?

Jusqu'à ce qu'avec ce dépôt, qui devait rester indépendant des affaires de la Compagnie du Canal, on reprenne le paiement de l'intérêt, à un moins de celui de la somme déposée et des obligations sorties aux tirages, est-il rationnel que l'on continue à payer des lots dont le chiffre n'est même pas en rapport avec la somme versée, puisqu'il avait été calculé sur le produit total d'une émission qui n'a réussi qu'en partie ?

en marchant.

Le *famulus* rimait in petto un bouquet à quelque Chloris de cuisine.

Et les deux nouveaux amis échangeaient leurs confidences avec leurs rêves et leurs espoirs.

Ainsi que nous le lui avons entendu débiter, à son entrée au cabaret, Renaud d'Elicigaray était originaire du Béarn : d'une famille pauvre, mais inscrite à l'armorial de la province. De son propre aveu, il y avait en lui un singulier mélange du mathématicien et du soldat. Emporté comme un homme d'action, rêveur comme un poète, distrait comme un astronome, lorsqu'il cherchait quelque problème il devenait calme et réfléchi comme un vieux conseiller.

Elevé chez M. Colbert du Terron, intendant de La Rochelle; ayant, par conséquent, habité un port de mer depuis son enfance, il avait passé sa jeunesse dans les chantiers, les ateliers, les arsenaux, et, là, avait pour ainsi dire appris la marine à livre ouvert. Sans cesse préoccupé des inventions qui pouvaient servir à perfectionner celle-ci, encore en voie de formation il avait déjà imaginé un mode de construction tout à fait nouveau, et qui devait doubler la vitesse de la marche et la rapidité des manœuvres, lorsqu'il s'était rencontré un jour, dans un conseil tenu chez son protecteur, avec le célèbre Duquesne. Ce dernier avait mis sur le tapis la question de donner une même forme à tous les bâtiments, et, partant, de les assujettir à un même mode de construction.

— Que pensez-vous de cette idée ? avait demandé M. du Terron à son protégé.

(A suivre.)

38 FEUILLETON DU JOURNAL DU LOT

Le Fils de Porthos

PAR PAUL MAHALIN

PREMIÈRE PARTIE

A la Recherche d'un Père

IX

— Tenez, si je m'étais fendu, je vous embrochais mieux que le gigot de notre hôte.

Le petit homme devenait enragé. En effet, il avait senti sur son flanc la pointe de l'épée du Breton, mais si légèrement posée qu'il eût pu la prendre pour le bouton d'un fleur-de-lis.

— Il faut cependant en finir, murmura-t-il entre ses dents serrées.

— C'est cela, finissons-en, reprit notre héros. Je ne demande pas mieux d'abord. J'ai l'estomac dans les talons.

Puis, sur une menace de quarte basse, que l'autre para par le cercle, il lia l'épée du Gascon, et, d'un violent coup de fouet, la fit sauter au bout de la salle.

— Tuez-moi ! mais tuez-moi donc, au lieu de me désarmer ! hurla Petit-Renaud fou de colère, et de honte.

Le fils de Porthos remit paisiblement sa rapière

Un de nos abonnés nous fait aussi la question suivante :

La Compagnie de Panama avait-elle le droit d'exiger les versements après la mise en liquidation de la Société ?

Selon notre correspondant, et nous partageons sa manière de voir, la question ne devait être, dans tous les cas, résolue que par les tribunaux.

On devrait donc rendre l'argent des versements aux obligataires qui le réclameraient et les lots sortis ne devraient être payés entièrement qu'aux titres libérés, les autres valeurs ne recevant qu'une part proportionnelle aux versements effectués.

Nous appelons l'attention de M. Brunet sur ces divers points et nous espérons qu'il répondra aux justes réclamations des porteurs de titres.

CHRONIQUE LOCALE ET REGIONALE

Société Amicale du Lot à Paris

Nous publierons dans notre prochain numéro le compte-rendu de la brillante fête donnée, à Paris, par la Société Amicale du Lot.

Lycée Gambetta

Nouveaux succès remportés par notre lycée : MM. Cadiergues, Brousse, Auzie et Fontès, viennent d'être reçus bacheliers ès-lettres ; le premier a même obtenu la mention *bien*.

Nous apprenons avec plaisir, que M. Baudel Ernest, fils de l'ancien proviseur du lycée de Cahors, vient d'être reçu bachelier ès-lettres (2^e partie).

Nominations d'instituteurs

Par arrêté du 11 avril 1889, sont nommés : MM. Calmon (Pierre), instituteur public à St-Chels ; Couderc (Denis), à Garic (Castelnau) ; Lespinard (Paulin), à St-Hilaire, commune de Labenque ; Delrieu (Marcelin), à Ste-Croix ; Mialet (Jacques), instituteur-adjoint titulaire à St-Martin-le-Redon, commune de Duravel ; Faure (Jean-Armand), instituteur-adjoint stagiaire à Laurette ; Verdy (Daniel), instituteur-adjoint délégué à l'école primaire supérieure de Martel ; Boutary (Célestin), instituteur titulaire à Mercuès ; Lacombe (Pierre), à Caillac ; Alis (Jean-Pierre), à Vaylats ; M^{lle} Cépède (Marie), institutrice titulaire à Calès.

Ces nominations auront leur effet à partir du 16 avril 1889.

L'ÉLECTRICITÉ

Comme mode d'éclairage et comme force motrice, l'électricité passionne ardemment aujourd'hui les industriels, les commerçants et les administrateurs.

Ce n'est plus un système sur l'efficacité, sur la sécurité duquel des doutes peuvent être permis, car nous en sommes arrivés, pour l'emploi de cet élément, à un degré de perfectionnement tel que, sans hésitation aucune, les hommes de progrès scientifique, à la tête d'établissements importants, y ont une confiance absolue, basée sur des expériences faites et les résultats obtenus.

Cette question de l'électricité qui s'agit partout avec une remarquable fréquence, vint également devant la dernière séance du Conseil municipal de Cahors, qui la renvoya aux fins d'examen aux deux commissions des finances et des travaux publics.

Avec le talent qui le distingue, le correspondant du journal la *Dépêche* fit même, sur la

question et sur la façon dont elle avait été présentée à l'assemblée communale quelques réflexions tout à fait judicieuses, que presque tous les journaux locaux reproduisirent avec un empressement aussi louable que justifié, ce qui prouvait que l'auteur avait frappé généralement juste et que l'électricité n'est plus une chimère, une utopie irréalisable, mais bien un élément, une force avec laquelle la science industrielle et les administrations publiques ou privées doivent se familiariser et compter chaque jour davantage.

Nous n'avons remarqué qu'un défaut à l'article de la *Dépêche*, et encore était-il considérablement atténué : c'est qu'il avait l'air de préconiser le système d'un industriel déterminé, parce que les offres faites à la municipalité lui avaient paru séduisantes, tandis que nous ne cherchons qu'à faire naître dans l'esprit des industriels locaux l'idée d'utiliser l'électricité, les laissant libres de choisir, dans les catalogues ou journaux de la partie, ils ne manquent certes pas, et le système qui leur donnera les meilleurs avantages et les plus solides garanties, sans augmenter leurs charges pécuniaires.

Les mobiles qui nous ont fait entreprendre la rédaction de cet article, que nous renouvellerons si on le désire, sont nombreux ; mais les plus immédiats ont été : l'amour du progrès d'abord et l'amour-propre local ensuite.

Alors que des localités d'une importance moindre que Cahors ont déjà ou vont avoir sous peu l'éclairage électrique, quand elles ne se servent pas de l'électricité comme force motrice, notamment à Villeneuve-sur-Lot, pour certaine branche de leur industrie, il nous était désagréable de songer que beaucoup de gens ici regardaient cette question avec les yeux de l'indifférence la plus dédaigneuse.

Et c'est parce que nous considérons comme une espèce de déchéance pour le chef-lieu, que St-Céré, par exemple, ait pu nous distancer à ce point de vue et que Souillac, tout tranquillement, se disposât à l'imiter, sans que Cahors donnât presque signe de vie dans ce que nous appellerons la *démangaison électrique*, dont l'univers entier est aujourd'hui atteint, que nous nous sommes mis à parler de la chose, avec plus de conviction que de talent, nous le reconnaissons.

Villeneuve-sur-Lot possède un commencement très appréciable d'installation électrique ; aussi cette ville a-t-elle obtenu, entr'autres résultats, celui d'une notable diminution sur le prix du gaz, ce qui est un des côtés les plus intéressants de la question, nous pourrions même dire le plus intéressé.

Plus près de nous, à Souillac, on se sert aussi de la lumière électrique pour le service d'une grande minoterie.

Et comme nouvelle preuve que nous sommes en France plus routiniers que nous ne voulons le paraître et surtout l'avouer, on annonce maintenant que les Chinois se servent de la lumière électrique ; le palais impérial, à Pékin, serait éclairé à l'électricité. On conviendra qu'il est humiliant de se laisser devancer par ceux qu'un homme d'Etat contemporain a appelés : les classes inférieures.

A Paris, on semblait, à un moment donné, avoir délaissé l'électricité. Mais aujourd'hui que la période des tâtonnements a cessé pour céder la place à une période d'application très pratique, l'industrie parisienne, forcée de lutter — et au besoin de la battre — avec l'industrie étrangère, se sert de l'électricité d'une façon très commune.

Avec elle, d'ailleurs, on peut faire de tout ou à peu près, et avant de dire ce qu'on en fait en France et ce qu'on pourra en faire à Cahors, laissez-nous vous narrer un peu ce qu'on en fait ailleurs.

En Amérique, on en fait des avertisseurs pour les chemins de fer. Ils fonctionnent avec une régularité mathématique. Ces avertisseurs portent le nom de leur inventeur, Wicks. Ils sont en usage à peu près sur toutes les grandes lignes du Nouveau-Monde et très faciles à contrôler.

On a fait aussi de la Téléphonie sous-marine

avec l'électricité. De nombreuses expériences faites par M. Boyer, d'un transport de marine anglais, et par MM. Edison et Blake, aux Etats-Unis, ont été couronnées d'un plein succès.

On fait aussi du nickelage parfait. Nous démontrerons, prochainement, quels sont les avantages qu'en pourrait retirer notre cité, en utilisant, pour l'électricité, les chutes d'eau qu'elle a, si un industriel quelconque pouvait rassembler une clientèle suffisante, décidée à se servir du nouvel élément d'éclairage et de force motrice.

UN CONTRIBUABLE.

Veloce-Club cadurcien

Mardi au lieu à la mairie, la première réunion des vélocipédistes cadurciens, désireux de s'organiser en société.

La jeunesse de Cahors a su comprendre combien était agréable et utile l'exercice du vélocipède ; aussi s'est-elle rendue, nombreuse, à l'appel de la commission provisoire.

Quarante-cinq membres actifs se sont fait inscrire et de nouvelles adhésions paraissent assurées.

MM. Costes, maire, le préfet du Lot et le général Verrier ont été acclamés présidents d'honneur.

La nomination de M. Laroussilhe comme président effectif a été accueillie par de chaleureux applaudissements.

Ont été élus : Président, M. Laroussilhe ; Vice-président, M. Deschamps ; Secrétaire, M. Bonneville ; Trésorier, M. Tulle ; Assesseur, M. Duanip.

M. le président installe immédiatement le bureau, et, en quelques mots chaleureux, remercie les membres du Veloce-Club de l'honneur qu'ils viennent de lui faire en l'appelant à la direction des affaires du club, et leur donne l'assurance qu'ils peuvent compter en toute occasion sur son dévouement à la vélocipédie et à la prospérité de la Société.

Départ du général Bréart

M. le général Bréart, ancien commandant du 17^e corps d'armée, a quitté Toulouse, mardi matin, pour aller prendre possession du commandement du 19^e corps d'armée à Alger.

M. le général Bréart est parti par le train de 6 heures 25 pour Port-Vendres, où il a dû s'embarquer dans l'après-midi sur le paquebot en partance pour Alger. Il était accompagné à la gare par M. le préfet de la Haute-Garonne, le général de brigade Déadé, les divers chefs de service de l'état-major du 17^e corps et une foule d'officiers.

Voici l'ordre du jour que M. le général Bréart a laissé aux troupes placées sous ses ordres :

» Officiers, sous-officiers, soldats du 17^e corps d'armée,

» Par décret, en date du 28 mars, le président de la République m'a appelé au commandement du 19^e corps d'armée et a désigné pour me succéder à votre tête M. le général Warnet, commandant le 13^e corps d'armée.

» En me séparant de vous, je tiens à vous exprimer ma satisfaction des sentiments de discipline et du zèle pour le service dont vous avez constamment fait preuve, à tous les degrés de la hiérarchie. Conservez avec soin l'esprit militaire, c'est-à-dire le dévouement absolu au devoir, l'union et la solidarité entre égaux, le respect et la confiance envers vos chefs : c'est le meilleur vœu que puisse former pour vous votre ancien général.

» Au grand quartier général, à Toulouse, le 9 avril 1889.

» Le général commandant le 17^e corps d'armée,

» Signé : BRÉART. »

LES AVENTURES

D'un Peau-Rouge

A PARIS

TROISIÈME PARTIE

LES MORTS-VIVANTS

XXIV

COMMENT LES COUREURS DES BOIS ATTEIGNIRENT ENFIN LE BUT DE LEUR DOUBLE PISTE, ET COMMENT FÉLITZ OYANDI EUT UNE DISCUSSION ORAGEUSE AVEC DARDAR, ET CE QUI S'ENSUIVIT.

Cette seconde voiture était un coupé de remise ; ce fut à elle que Julian s'arrêta.

Ce coupé avait l'allure honnête d'une voiture de place qui suit son itinéraire sans penser à mal.

Il allait tout droit, franchement, sans crochets ni détours.

Le Mayor était convaincu qu'il avait déposé ses ennemis, grâce à cette habile manœuvre.

Et en effet, cela avait failli arriver.

Julian, avait hésité longtemps ; sans le bouton de diamant peut-être se fût-il laissé tromper.

Le coupé, trottant cahin-caha, car la mise en scène avait été admirablement soignée, avait suivi

en ballottant à droite et à gauche, la grande allée jusqu'à l'avenue Montaigne.

Là, il avait tourné et avait gagné les quais en descendant la Seine, il avait passé devant la Manutention, avait gravi au pas la pente du Trocadéro puis il avait pris la rampe de Passy, au sommet de laquelle se trouve une espèce de carrefour.

Il avait tourné à droite, avait fait quelques pas et s'était tout prosaïquement arrêté devant la porte d'une maison isolée, d'assez piètre apparence.

Là, le cocher avait quitté son siège et s'était approché de la porte de la maison, non pour sonner, il n'y avait pas apparence de sonnette, mais sans doute afin d'ouvrir lui-même cette porte.

Puis le Mayor avait mis pied à terre. Ses traces n'étaient pas nettes ; elles étaient piétinées comme s'il y avait eu, non pas lutte, mais certains efforts.

Evidemment Vanda résistait ; elle refusait de descendre. Le Mayor, selon toutes probabilités, l'avait enlevée dans ses bras et transportée, dans la maison, sans lui laisser poser le pied à terre.

Mais la jeune fille n'en avait pas moins, malgré les minutieuses précautions de son ravisseur, réussi à laisser des traces de son passage.

Une bague fort riche, dernier cadeau de son fiancé, avait été jetée par elle, comme un appel suprême pour venir à son secours.

Le comte Armand recueillit pieusement la bague, ainsi qu'il avait fait déjà pour les boutons d'oreilles.

— C'est l'histoire du Petit Poucet mise en action,

dit gaiement Julian.

— Vous me promettez, n'est-ce pas, mon ami, que nous la retrouverons ? lui demanda le comte avec anxiété.

— Il me semble que nous sommes sur la voie, répondit Julian en riant.

— Oui, c'est admirable ! s'écria le jeune homme !

— Eh bien ! continuons nos recherches.

Après avoir débattu ses voyageurs, ainsi que le disent élégamment MM. les cochers, celui du coupé remonta sur son siège et repartit.

La comédie avait été poussée jusqu'au bout : il y avait eu simulacre de paiement.

Un sou avait roulé dans la poussière.

La porte de la maison s'était rouverte.

Était-ce tout de suite, était-ce plus tard !

C'est ce que Julian ne réussit pas à établir avec certitude.

Cependant il supposa qu'il devait faire jour.

Deux hommes étaient sortis, le Mayor et un autre, que, en examinant attentivement les traces, Julian reconnut pour être Félicité Oyandi.

Julian ne dit rien de cette découverte à ses compagnons, afin de ne pas augmenter l'inquiétude du comte Armand.

Si on toutes probabilités, Vanda, après avoir été transportée dans cette maison, n'en était pas sortie, tout au moins par la porte.

C'était ce dont il importait de s'assurer.

Nous avons dit que cette maison était isolée ; elle s'élevait entre une double rangée de palissades en planches ; jusqu'à une assez longue distance à droite et à gauche, il n'y avait pas d'autres mai-

Cour d'assises du Lot

Les assises du département du Lot, pour le deuxième trimestre de l'année 1889, s'ouvriront à Cahors, le lundi, 13 mai 1889, à dix heures précises du matin, sous la présidence de M. Laboulbène, conseiller à la cour d'appel d'Agen, MM. Fieuzal et Galup, juges au tribunal de Cahors, sont désignés par le garde des sceaux pour faire partie de la cour d'assises.

La session ne s'annonce pas comme devant être fort importante. Jusqu'ici, l'arrondissement de Cahors ne fournirait qu'une seule affaire, un incendie volontaire.

* * *

Voici la liste des jurés qui siégeront à la prochaine session des assises du Lot. Cette liste a été tirée au sort à l'audience d'hier du Tribunal civil de Cahors ;

- 1 Terrisse, Marcelin, receveur ruraliste à Concoats.
- 2 Guirandies-Capdeville, chef de division à la Préfecture.
- 3 Latapie, Arsène, notaire à Assier.
- 4 Lalande, Michel-Pierre, notaire à Cazals.
- 5 Marre, Maurice, propriétaire à Saint-Martin-Labouval.
- 6 Peyrolle, Alexis, maire à Comiac.
- 7 Dr Péliissié, à Luzech.
- 8 Rodolosse, Achille, architecte à Cahors.
- 9 Roques, Bertrand, notaire à St-Cirgues.
- 10 Olive, Henri, maire à Souillac.
- 11 Granié, Alfred, nég. à Lacapelle-Marival.
- 12 Pech, Pierre, percepteur, à Vayrac.
- 13 Lafeuille, E., recev. ruraliste à Cavagnac.
- 14 Lafon, Gaspard, propriétaire à Brengues.
- 15 Pouli, Paul, maire à Mercuès.
- 16 Ostrowski, Camille, notaire à Ussel.
- 17 Teillard, Jean, propriétaire à Cazillac.
- 18 Lapeyre, Frédéric, retraité, à Ginouillac.
- 19 Vayre, Guillaume, propriétaire à Figeac.
- 20 Teilhard, Arsène, à Sabadel, (Figeac).
- 21 Dr Valette, à Cahors.
- 22 Lescure, Henri, receveur de l'enregistrement à St-Céré.
- 23 Penchies, Antoine, propriétaire à Biars.
- 24 Socirac, Jean-Pascal, prop. à Montgesty.
- 25 Lalo, Théodore, notaire à Lauzès.
- 26 Delfour, Joseph, propriétaire à Alviagnac.
- 27 Lacaze, Guillaume, notaire à St-Paul-Labouffle.
- 28 Terrou, Pierre, maire à Lavergne.
- 29 De Nucé de Lamothe, Louis, propriétaire à Sarrazac.
- 30 Reix, Louis, rentier à St-Céré.
- 31 Mazeirac, Félix, maire à Bétaillé ;
- 32 Pagès, Armand, notaire à Lacapelle-Marival.
- 33 Dr Rey, à St-Denis.
- 34 Theil, Jean-Pierre, prop. à Miers.
- 35 Garrigues, Antoine, prop. à Flaugnac.
- 36 Périé, Antoine, sous-inspecteur des domaines en retraite à Souillac.

Jurés supplémentaires

- 1 Belmont, Prosper, négociant, à Cahors.
- 2 Calmon, Cyprien, sculpteur, à Cahors.
- 3 Carriol, Adolphe, conducteur des Ponts et chaussées, à Cahors.
- 4 Cangardel, Ernest, rentier, à Cahors.

Mairie de Cahors

En raison des permissions accordées à l'occasion des fêtes de Pâques aux musiciens du 7^{me} de ligne, la musique militaire ne se fera pas entendre les 18, 21 et 25 avril courant.

SOCIÉTÉ DES ÉTUDES DU LOT

Séance du 25 mars 1889

Présidence de M. Valette, doyen d'âge

Le procès-verbal de la dernière séance lu par M. Salamon est adopté.

M. le Secrétaire général dépose les publications reçues :

Il signale, dans un des bulletins reçus, une

Les trois batteurs d'estrades commencèrent alors un examen approfondi des palissades.

Ce qui leur prit beaucoup de temps, mais leur patience et leur opiniâtreté furent récompensées.

Deux planches mal clouées furent découvertes par Charbonneau, et leur livrèrent passage ; derrière eux ils eurent soin de replacer les planches.

Les chasseurs, car ils étaient de véritables chasseurs d'hommes, reconnurent alors que la maison isolée possédait un assez grand jardin, complètement en friche, du reste, ressemblant à une forêt vierge en miniature, et clos par un treillage semblable à ceux usités le long des voies de chemin de fer, treillage que l'on achète au mètre.

Celui-ci était en fort mauvais état ; il fut très facile de se frayer un passage au travers.

En quelques minutes, les trois hommes se trouvèrent près de la maison.

C'était une espèce de mesure légèrement construite, n'ayant qu'un rez-de-chaussée avec deux fenêtres à la hauteur d'appui donnant sur le jardin, et entre les fenêtres une porte surélevée de trois marches ; en somme, c'était une mesure.

Il ne fallait pas songer à s'introduire par les fenêtres, garnies de solides volets en chêne fermés et retenus à l'intérieur. Restait la porte, fermée avec une serrure à gorge et un verrou de sûreté ; il aurait fallu la briser pour l'ouvrir.

Nos chercheurs furent un instant décontenancés.

lettre de M. Jules Marcou, sur l'origine du nom d'Amérique. D'après ce géographe, le nom d'Amérique ne viendrait pas d'Americ, Vespace, comme on l'a cru jusqu'ici, mais de la Sierra Amerrique, mot indien qui signifie le pays du vent. Les montagnes ainsi nommées séparent le lac de Nicaragua de la côte des Mosquitos.

M. Bétille, de Sainte-Neboule, envoie, à titre gracieux, à la Société, trois fascicules du tome 1^{er} du Bulletin de la Société des Etudes. M. le secrétaire général est chargé de remercier M. Bétille. La Société désire vivement recouvrer un certain nombre de fascicules du tome 1^{er} et surtout du 4^e fascicule du tome III. Elle sera reconnaissante à toute personne qui voudra bien les lui procurer.

M. Combarieu donne lecture d'une lettre de M. Albert Lebègue, qui désire collectionner, en vue de l'Exposition centenaire, les anciennes inscriptions grecques. Il fait appel aux membres de la Société des Etudes du Lot. La séance est levée à 9 h. 1/2.

Le Président, VALETTE. Le Secrétaire adj., J. GARY.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

AVIS IMPORTANT. — En vue de donner plus de facilités aux populations desservies par ses gares situées au delà de six cents kilomètres de Paris et réciproquement, la Compagnie du chemin de fer d'Orléans a soumis à l'administration supérieure, qui vient de l'homologuer, une proposition ayant pour objet de modifier l'échelle actuelle indiquée dans le § 1^{er} de son tarif spécial A numéro 9, pour la durée de validité des billets aller et retour réduits de 25 0/0 délégués tous les jours, à Paris, pour les gares et stations du réseau et vice-versa.

A dater du 25 mars 1889, la durée de ces billets, qui était fixée à six jours pour les distances au delà de cinq cents kilomètres, est étendue ainsi qu'il suit pour les gares ou stations distantes de Paris :

De 601 à 700 kilomètres, sept jours ; au lieu de six jours, aller et retour compris.

Ces dispositions intéressent tout particulièrement les voyageurs partant des gares comprises entre :

- Cahors et Caussade, Cahors et Toirac, Caussade et Gaillac, Tessonnières et Marsac, Lexos et Bruniquel, Saint-Martin-de-Bouillac, Decazeville et Rodez, Bagnac et Lioran,

qui se trouvent bénéficier d'un délai de sept jours, au lieu de six.

Enfin, les voyageurs partant des stations de Réalville à Montauban, de Montricoux à Montauban, de l'Isle-d'Albi à Toulouse, de Murat à Arvant et de la gare d'Albi auront droit à un délai de huit jours.

THÉDIRAC

Contrebande. — Procès-verbal a été dressé, le 2 avril dernier, par M. Vagnières, receveur-buraliste, contre le nommé Vialard, ouvrier de la commune de Ramponx, qui portait un sac plein de poudre de contrebande.

Le procès-verbal est entre les mains des autorités compétentes.

AGRICULTURE

Concours de Greffage

Un concours de greffage sur vignes américaines aura lieu à Cahors, le samedi 26 avril 1889, à une heure très précise du soir, dans la pépinière départementale située au lieu dit Saint-Namphaise, derrière la caserne.

Douze primes seront distribuées dans ce concours.

- 1^o Une prime de cinquante francs. 2^o Une prime de quarante-cinq francs. 3^o Une prime de quarante francs. 4^o Une prime de trente-cinq francs. 5^o Une prime de trente francs. 6^o Une prime de vingt-cinq francs. 7^o Une prime de vingt francs. 8^o Une prime de quinze francs. 9^o Une prime de treize francs. 10^o Une prime de dix francs. 11^o Une prime de neuf francs. 12^o Une prime de huit francs.

Tous les agriculteurs du département pourront prendre part au concours.

Les concurrents devront se faire inscrire, avant le 20 avril prochain, au Conservatoire de la Société agricole et industrielle du Lot, rue du Lycée, à Cahors.

Chacun d'eux recevra un égal nombre de souches à greffer et sera libre d'employer le mode de greffe, de ligature et d'engluement qu'il préférera.

Il sera tenu compte, dans les appréciations du jury, de la simplicité du procédé, de sa rapidité et de la proportion des reprises.

La proclamation des prix ne se fera que lorsque le jury aura pu vérifier les succès obtenus par chaque concurrent. Elle aura lieu à Cahors, le 1^{er} septembre 1889, à 3 heures du soir, au Conservatoire de la Société agricole et industrielle du Lot.

Cahors, le 16 mars 1889.

Pour le Préfet du Lot : Le secrétaire général délégué, F. BERNARDIN.

Loi sur le code rural

Nous avons annoncé la promulgation dans le Journal Officiel de la loi votée le 6 avril 1889 sur

les animaux employés à l'exploitation des propriétés rurales (Code rural, titre VI). Voici le texte de cette loi qui intéresse tous les agriculteurs.

SECTION PREMIÈRE

Des bestiaux et des chèvres

Article premier. — Lorsque des animaux non gardés et dont le gardien est inconnu ont causé du dommage, le propriétaire lésé a le droit de les conduire sans retard au lieu de dépôt désigné par le maire, qui, s'il connaît la personne responsable du dommage, aux termes de l'article 1885 du Code civil, lui en donnera immédiatement avis.

Si les animaux ne sont pas réclamés, et si le dommage n'est pas payé dans la huitaine du jour où il a été commis, il est procédé à la vente sur ordonnance du juge de paix, qui évalue les dommages.

Cette ordonnance sera affichée sur papier libre et sans frais à la porte de la mairie.

Le montant des frais et des dommages sera prélevé sur les produits de la vente.

En ce qui concerne la fixation du dommage, l'ordonnance ne deviendra définitive, à l'égard du propriétaire de l'animal, que s'il n'a pas formé opposition par simple avertissement dans la huitaine de la vente.

Cette opposition sera même recevable après le délai de huitaine, si le juge de paix reconnaît qu'il y a lieu, en raison des circonstances, de relever l'opposant de la rigueur du délai.

Art. 2. — Les préfets peuvent, après avoir pris l'avis des conseils généraux et des conseils d'arrondissement, déterminer par des arrêtés les conditions sous lesquelles les chèvres peuvent être conduites et tenues au pâturage.

Art. 3. — Les propriétaires de chèvres conduites en commun sont solidairement responsables des dommages qu'elles causent.

SECTION II

Des animaux de basse-cour, pigeons, abeilles et vers à soie.

Art. 4. — Celui dont les volailles passent sur la propriété voisine et y causent des dommages, est tenu de réparer ces dommages. Celui qui les a soufferts peut même tuer les volailles, mais seulement sur le lieu, au moment du dégât, et sans pouvoir se les approprier.

Art. 5. — Les volailles et autres animaux de basse-cour qui s'enfuient dans les propriétés voisines ne cessent pas d'appartenir à leur maître quoiqu'il les ait perdus de vue.

Néanmoins, celui-ci ne pourra plus les réclamer un mois après la déclaration faite à la mairie par les personnes chez lesquelles ces animaux se seront enfuis.

Art. 6. — Les préfets, après avis des conseils généraux, déterminent chaque année, pour tout le département, ou séparément pour chaque commune, s'il y a lieu, l'époque de l'ouverture et de la clôture des colombiers.

Art. 7. — Pendant le temps de la clôture des colombiers, les propriétaires et les fermiers peuvent tuer et s'approprier les pigeons qui seraient trouvés sur leurs fonds, indépendamment des dommages-intérêts et des peines de police encourues par les propriétaires des pigeons.

En tout autre temps, les propriétaires et fermiers peuvent exercer, à l'occasion des pigeons trouvés sur leurs fonds, les droits déterminés par l'article 4 ci-dessus.

Art. 8. — Les préfets déterminent, après avis des conseils généraux, la distance à observer entre les ruches d'abeilles et les propriétés voisines ou la voie publique, sauf, en tous cas, l'action de dommage s'il y a lieu.

Art. 9. — Le propriétaire d'un essaim a le droit de le réclamer et de s'en ressaisir tant qu'il n'a point cessé de le suivre; autrement, l'essaim appartient au propriétaire du terrain sur lequel il s'est fixé.

Art. 10. — Dans le cas où les ruches à miel pourraient être saisies séparément du fonds auquel elles sont attachées, elles ne peuvent être déplacées que pendant les mois de décembre, janvier et février.

Art. 11. — Les vers à soie ne peuvent être saisis pendant leur travail. Il en est de même des feuilles de mûrier qui leur sont nécessaires.

Marché de La Villette du 11 avril

Boeufs amenés, 2,020; vendus, 1,680; prix extrêmes du kil., 0,98 à 1,34.

Vaches amenées, 526; vendues, 488; prix extrêmes du kil., 0,88 à 1,28.

Taureaux amenés, 183; vendus, 176; prix extrêmes du kil., 0,88 à 1,14.

Veaux amenés, 780; vendus, 720; prix extrêmes du kil., 1,50 à 1,90.

Moutons amenés, 13,214; vendus, 13,180; prix extrêmes du kil., 1,48 à 1,86.

Porcs gras amenés, 3,965; vendus, 3,965; prix extrêmes du kil., 1,35 à 1,45.

Marché de Bordeaux du 11 avril

Boeufs amenés, 316; vendus, 278; prix extrêmes des 50 kil., 48 à 68 fr.

Vaches amenées, 16; vendues, 14; prix extrêmes des 50 kil., 60 à 80 fr.

Moutons amenés, 1,264; vendus, 867; prix extrêmes des 50 kil., 60 à 80 fr.

BOURSE. — Cours du 12 avril 1889.

3 0/0..... 86 20

3 0/0 amortissable (nouveau)..... 89 00

4 1/2 0/0 1883..... 103 50

Actions Orléans..... 1,380 25

Actions Lyon..... 1,388 00

Action Panama..... 51 00

Obligations Orléans 3 0/0..... 415 50

Obligations Lombardes..... 314 00

Obligations Saragosse..... 372 00

Emprunt Russe 4 0/0 1889..... 93 70

EXPOSITION UNIVERSELLE DE PARIS

L'ouverture approche à grands pas. L'exposition s'annonce en dépit des nuages politiques comme devant être un grand succès international.

Une question nous préoccupait : le renchérissement du logement et de l'alimentation. Aux précédentes Expositions le séjour dans la capitale était devenu presque impossible. On ne s'était jamais préoccupé des moyennes et petites bourses. Grâce aux trains de plaisir, les frais de voyage seront largement réduits. Grâce à la Société Générale des Voyages Internationaux, le séjour de Paris sera possible à toutes les bourses: 25 fr. par jour 1^{re} classe, 20 fr. 2^e classe, logement et nourriture compris; hôtels dans tels quartiers qu'il conviendra aux voyageurs de choisir, avec la faculté de prendre leurs repas dans plus de cent restaurants.

Au Siège Social, 30 B⁴ des Capucines, Paris billets circulaires pour toute l'Europe à prix réduits; billets de théâtres, bureaux de change, d'achat, d'expédition, poste et télégraphe.

Nous ne saurions trop recommander cette combinaison qui s'impose par sa pratique et son économie.

Baume Victor !!

Villegardin (Yonne), le 23 octobre 1888. — Les résultats obtenus par votre Baume Victor sont excellents; plusieurs personnes de ma connaissance souffrant de douleurs, en ont fait usage et ont été très satisfaites.

(Sig. lég.) GATEAU, garde champêtre.

Quelques sages avis

A cette époque de l'année on éprouve maux de tête, étourdissements, la digestion se fait mal, on est congestionné. Ne mettez aucun retard, ayez recours aux PILULES GIEQUEL; elles agiront comme un laxatif doux et efficace; elles chasseront les humeurs, la bile et les glaires, et vous préserveront ainsi de bien des maladies. Très efficaces aussi contre la paralysie, l'hydropisie, les maladies du cœur, du foie, la jaunisse. Dans toutes les pharmacies vous trouverez les PILULES GIEQUEL, à 1 fr. 50 la boîte.

Comme une grenade mûre

Où trouver une image plus saisissante pour définir une bouche fraîche et jeune où éclatent la vie et la santé? Quoique tant de fois ressassée, cette puissante comparaison se retrouve sans cesse chez nos auteurs modernes... tant elle rend bien l'idée de gencives saignant la pourpre en opposition absolue avec la nacre éblouissante des dents qui met une blancheur crue dans le rouge violent de la chair!

Certes, il n'est pas une de nos jeunes femmes qui ne voudrait mériter une séduisante description... et combien, pourtant ne prennent aucun soin pour y parvenir... alors que, sous leurs yeux, des milliers de brillants exemples apportent l'irréfusable preuve que ces précieux avantages sont réalisés, chaque jour, par le célèbre Elixir dentifrice des RR. PP. Bénédictins de l'Abbaye de Soulaç.

SANTÉ A TOUS ADULTES ET ENFANTS, rendue sans médecine, sans purges et sans frais, par la délicieuse farine de Santé, dite : REVALESCIERE

Du BARRY, de Londres.

Guérissant les constipations habituelles les plus rebelles, dyspepsies, gastrites, gastralgies, phthisie, dysenterie, glaires, flatul, aigreurs, acidités, pituites, phlegmes, nausées, renvois, vomissements (même en grossesse), diarrhée, coliques, toux, asthme, catarrhe, étourdissements, bruits dans la tête et les oreilles, oppression, langueurs, congestion, névralgie, laryngite, névrose, darts, éruptions, insomnie, mélancolie, faiblesse, épuisement, paralysie, anémie, chlorose, rhumatisme, goutte, tous désordres de la poitrine, gorge, haleine, voix, des bronches, vessie, foie, reins, intestins, muqueuse, cerveau et sang. Aux personnes phthisiques, étiques et aux enfants rachitiques, elle convient mieux que l'huile de foie de morue. — 42 ans de succès, 100,000 cures annuelles, y compris celles de Madame la duchesse de Castelstuart, le duc de Pluskow, Madame la marquise de Bréhan, lord Stuart de Decies, pair d'Angleterre, M. le docteur professeur Dédé, Sa Sainteté feu le Pape Pie IX, Sa Majesté feu l'empereur Nicolas de Russie, etc. Elle est également le meilleur aliment pour élever les enfants dès leur naissance. Bien préférable au lait et aux nourrices.

Quatre fois plus nourrissante que la viande, sans jamais échauffer, elle économise encore 50 fois son prix en médecine. En boîtes : 1/4 kil., 2 fr. 25; 1/2 kil., 4 fr.; 1 kil., 7 fr.; 2 kil. 1/2, 16 fr.; 6 kil., 36 fr.; soit environ 20 c. le repas. Aussi « LA REVALESCIERE CHOCOLATÉE. » Elle rend appétit, bonne digestion et sommeil rafraîchissant aux personnes les plus agitées. En boîtes de 2 fr. 25, 4 fr. et 7 fr. Aussi la « REVALESCIERE EN BISCUITS », à 4 fr. et 7 fr. Envoi franco contre bon de poste. Dépôt à Cahors : chez M. VINEL, droguiste, et partout, chez les bons pharmaciens et épiciers. — DU BARRY et Co (limited), 8, rue de Castiglione, à Paris.

Dernières nouvelles

HAUTE COUR DE JUSTICE

SÉANCE DU MATIN

Paris, 12 avril

Le Sénat s'est réuni ce matin pour procéder à l'élection de la commission d'instruction de la Haute Cour.

Deux cent trente membres ont pris part au vote.

Ont été élus membres : MM. Merlin, sénateur du Nord, par 196 voix ; Cazot, sénateur inamovible, par 194 voix ; Cordelet, sénateur de la Sarthe, par 192 ; Trarieux, sénateur de la Gironde, par 191 ; Munier, sénateur du Rhône, par 188 ; de Marcère, sénateur inamovible, par 187 ; Demôle, sénateur de Saône-et-Loire, par 185 ; Lavertujon, sénateur de la Gironde, par 179 ; Morellet, sénateur de l'Ain, par 179.

M. Humbert, sénateur inamovible, ancien ministre de la justice, est nommé vice-président de la Haute Cour par 175 voix.

MM. Develle, Garrigat, de Rozières, Dusolier et Testelin, ont été élus membres suppléants de la commission d'instruction.

La séance a été ensuite levée.

MM. Léon Renault et Delbreil, ont écrit à M. Le Royer, président du Sénat, pour l'informer qu'ils ne participeraient pas aux travaux de la Haute Cour et n'assisteraient pas à ses audiences par les motifs par eux précédemment exposés.

Séance de l'après-midi

La Haute Cour reprend sa séance à 2 heures.

M. Le Royer lit le décret présidentiel constituant le Sénat en Haute Cour et il est procédé à l'appel nominal des membres de l'Assemblée.

M. Quesnay de Beaupre, procureur général, accompagné de ses avocats généraux est introduit. Il donne lecture du réquisitoire introductif d'instance contre l'ex-général Boulanger, le comte Dillon et Henri Rochefort, rédacteur en chef de l'Intransigeant.

M. Le Royer donne acte au procureur général de la lecture qui vient d'être faite.

Presque tous les sénateurs sont présents.

Les membres de la droite sont en redingote, les membres de la gauche en habit noir et cravate blanche.

Paris, 5 h. 15 s.

Le Sénat est actuellement réuni en Chambre du Conseil pour examiner des questions d'ordre intérieur.

La droite sénatoriale a chargé M. Oscar de Vallée de soutenir en chambre de conseil la question d'incompétence de la Haute Cour de justice. M. Cazot lui répondra.

DÉPÊCHE

Paris, 13 avril, 8 h. matin.

La séance de la Haute Cour a été levée à sept heures, après lecture de l'arrêt ordonnant l'instruction.

La commission d'instruction de la Haute Cour nommera probablement M. Merlin, rapporteur.

On assure que le dossier comprend vingt cartons et de nombreuses lettres établissant que le général Boulanger et ses amis tentèrent l'embauchage d'officiers.

Le général Saussier serait un des premiers témoins entendus.

ETAT CIVIL DE LA VILLE DE CAHORS

du 6 au 13 avril 1889

Naissances.

- Dessaux Félix, rue Lasté, 10. Clavières Jean, passage Lacapelle 3. Benay Marguerite, rue du Portail Alban, 3. Delclaud Antonin, (Jumeau) rue des Capucins. Delclaud Emile, id. Caminade Jules, rue des Badernes, 1. Portal Frédéric, à Cabessut-haut. Thubières Mary, rue de la Liberté, 14.

Décès.

- Albagniac Marie, 68 ans, rue du Port-Bullier, 49. Bourrières Urbain 10 mois, rue Fénélon, 20. Bra Antoine, 54 ans, rue du Port-Bullier, 19. Gizard Marie, 55 ans, rue Mascoutou 7. Herbert Valentin, 47 ans, place des Petites-Bouch. Blanc François, 55 ans, (Hospice). Boulzagues Claire, 15 ans, rue des Soubirous, 12. Faufa Jeanne, 20 ans, (Hospice).

PAPIER WLINSI, Remède souverain

pour la Guérison des Rhumes, Irritations de Poitrine, Maux de Gorge, Douleurs, Rhumatismes, etc. — 1 fr. 50 la boîte.

Exiger le nom WLINSI

L'EAU DE L'ÉCHELLE

hémostatique est ordonnée contre les Crachements de Sang, les Hémorragies utérines et intestinales, les Fèvres, la Dysenterie, etc. Paris, 378, Rue Saint-Honoré.

ÉTUDE de M^e Georges DELBREIL, licencié en droit, avoué à Cahors.

VENTE A SUITE DE Saisie Immobilière ADJUDICATION Fixée au Huit Mai prochain.

Suivant procès-verbal de M^e Yaurel, huissier à Montcuq, en date du douze janvier dernier, dénoncé le quatorze du même mois de janvier et transcrit ainsi que l'exploit de dénonciation au bureau des hypothèques de Cahors, le vingt-neuf du dit mois de janvier, volume 127, numéros 16 et 17; Il a été procédé, A la requête de monsieur Léon Nadal, propriétaire, habitant et domicilié de la commune de Montcuq, Lequel a constitué aux fins des présentes M^e Georges Delbreil, avoué près le tribunal civil de Cahors, y demeurant, cours de la Chartreuse, numéro 10; Sur la tête et au préjudice du sieur Antoine Lapèze, propriétaire, et de Marie Pecharman, son épouse, domiciliés de la commune de Montlauzan;

Désignation

DES BIENS SAISIS ET A VENDRE

Article un Une terre située à la Cabane, commune de Montlauzan, formant le numéro 5, section A du plan cadastral de la dite commune de Montlauzan, d'une contenance approximative de quatre-vingt-cinq centiares, deuxième classe, d'un revenu de cinquante-sept centimes. Article deux Une vigne perdue située à la Truffière, même commune, formant le numéro 14, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de dix-neuf ares quatre-vingts centiares, troisième classe, d'un revenu de deux francs trente-huit centimes. Article trois Une friche située à Terme du Notaire, même commune, formant le numéro 36, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de trente-sept ares vingt centiares, deuxième classe, d'un revenu de soixante-quatorze centimes. Article quatre Une friche située au même lieu, formant le numéro 38, section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de seize ares, troisième classe, d'un revenu de seize centimes. Article cinq Une terre située à Lagarouille, même commune, formant le numéro 46, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de dix ares soixante centiares, cinquième classe, d'un revenu de trente-deux centimes. Article six Une vigne située au même lieu, formant le numéro 48, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de vingt-huit ares cinquante centiares, quatrième classe, d'un revenu de cinquante-sept centimes. Article sept Un bois situé au même lieu, formant le numéro 53, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de onze ares quarante centiares, deuxième et troisième classes, d'un revenu de un franc quatre-vingt-cinq centimes. Article huit Une friche située au même lieu, formant le numéro 54, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de trente-deux ares dix centiares, troisième classe, d'un revenu de trente-deux centimes.

Article neuf Une friche située à Lagarriguet et le Ros-Henri, même commune, formant le numéro 19, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de vingt-un ares quarante centiares, troisième classe, d'un revenu de vingt-un centimes. Article dix Un bois situé à Lagarriguet et le Combel, même commune, formant le numéro 5, section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de vingt-huit ares trente centiares, troisième et quatrième classes, d'un revenu de un franc trente-un centimes. Article onze Une terre située au même lieu, formant le numéro 6, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de quinze ares quarante centiares, quatrième et cinquième classes, d'un revenu de un franc trente-six centimes. Article douze Une terre située à Bos-Redon et le Sol de la Dime, même commune, formant le numéro 11, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de neuf ares cinquante centiares, quatrième classe, d'un revenu de un franc quatorze centimes. Article treize Une terre située à le Clos, même commune, formant le numéro 36, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de treize ares quarante centiares, quatrième et cinquième classes, d'un revenu de un franc trente centimes. Article quatorze Une terre, sise à la Salle et les Plantades, même commune, formant le numéro 20, même section dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de sept ares quatre-vingt centiares, troisième et quatrième classes, d'un revenu de un franc soixante-deux centimes; Article quinze Une friche, située à Lamajestie et les Plantades, formant le numéro 7, même section et dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de cinq ares quatre-vingt-dix centiares, deuxième classe, d'un revenu de douze centimes; Article seize Un bois, situé au lieu dit Derrière-le-Pech, formant le numéro 11, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de quatorze ares quarante centiares, troisième classe, d'un revenu de un franc quarante-quatre centimes; Article dix-sept Une terre, située au lieu dit Pré-du-Guil, même commune, formant le numéro 17, même section A du plan cadastral, d'une contenance approximative de un hectare vingt-huit ares soixante-dix centiares, deuxième, troisième et quatrième classes, d'un revenu de cinquante-trois francs quatre-vingt-dix centimes; Article dix-huit Un bois, situé au lieu dit Derrière-le-Pech, même commune, formant le numéro 48, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de dix-huit ares quarante centiares, deuxième et troisième classes, d'un revenu de deux francs soixante-quatorze centimes; Article dix-neuf Une friche, située au même lieu, formant le numéro 19, section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de vingt-six ares soixante centiares, deuxième classe, d'un revenu de cinquante-trois centimes. Article vingt Une terre, sise à la Pièce-Longue, même commune, formant le numéro 26, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de dix-sept ares quarante centiares, troisième et quatrième classes, d'un revenu de quatre francs quatorze centimes; Article vingt-un Une terre, sise au lieu dit Pré-Barrat, même commune, formant le numéro 30, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de vingt-huit ares dix centiares, première et deuxième classes, d'un revenu de vingt-un francs six centimes; Article vingt-deux Une terre, sise au lieu dit Les Ayrals, même commune, formant le numéro 33, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de vingt-cinq ares quarante centiares, troisième et quatrième classes, d'un revenu de quatre francs cinquante-six centimes; Article vingt-trois Une vigne perdue, située au même lieu,

formant le numéro 34, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de quarante-cinq ares soixante-dix centiares, deuxième et troisième classes d'un revenu de huit francs quarante-trois centimes. Article vingt-quatre Une terre, sise au même lieu, formant le numéro 35, même section A dudit plan cadastral d'une contenance approximative de dix-sept ares dix centiares, première, deuxième et troisième classes, d'un revenu de neuf francs quarante-huit centimes. Article vingt-cinq Une friche, située à La Cabane, même commune, formant le numéro 3 même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de six ares quarante centiares, deuxième classe, d'un revenu de treize centimes. Article vingt-six Un sol, grange, étable et patus, situés au même lieu, formant le numéro 4, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de cinq ares quatre-vingt-dix centiares, première classe, d'un revenu de quatre francs quatre-vingt-douze centimes. Article vingt-sept Un jardin, sis au même lieu, formant le numéro 15, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de trois ares dix centiares, deuxième classe, d'un revenu de deux francs quarante-huit centimes. Article vingt-huit Une terre, au même lieu, formant le numéro 11, même section A dudit plan cadastral d'une contenance approximative de deux ares trente centiares, deuxième classe, d'un revenu de un franc trente-huit centimes. Article vingt-neuf Une friche, située au même lieu, formant le numéro 12 même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de cinq ares trente centiares, deuxième classe, d'un revenu de dix centimes. Article trente Un bois, sis au même lieu, formant le numéro 13, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de trois ares cinquante centiares, deuxième classe, d'un revenu de quatre-vingt-sept centimes. Article trente-un Une friche, sise à Roquecave, même commune, formant le numéro 26, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de soixante-treize ares cinquante centiares, deuxième classe d'un revenu de un franc quarante-sept centimes. Article trente-deux Une terre, située à La Caze basse, et le Jour, même commune, formant le numéro 8 section D dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de quarante-neuf ares vingt centiares, première, deuxième et troisième classes, d'un revenu de vingt-sept francs soixante-six centimes. Article trente-trois Une terre, situés au même lieu, formant le numéro 21, section D, dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de dix ares cinquante-cinq centiares, troisième classe, d'un revenu de trois francs dix-sept centimes. Article trente-quatre Une vigne, sise au sol de la dime, même commune, formant le numéro 12 section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de trente-six ares soixante-dix centiares, deuxième classe, d'un revenu de neuf francs dix-huit centimes. Article trente-cinq Une terre, sise au lieu dit Le Clos, formant le numéro 27, même section A dudit plan cadastral d'une contenance approximative de quarante-huit ares soixante-dix centiares, deuxième, troisième et quatrième classes, d'un revenu de seize francs cinquante-six centimes. Article trente-six Une vigne, située à La Magestie et le pré du Guil, même commune, formant le numéro 14, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de douze ares soixante centiares, deuxième classe, d'un revenu de trois francs quinze centimes. Article trente-sept Une terre, sise au même lieu, formant le numéro 15, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de soixante-huit ares cinquante centiares, deuxième et troisième classes, d'un revenu de vingt-sept francs trente centimes.

Article trente-huit Un pré, sis à le Rat haut et le Clos, même commune, formant le numéro 3 P, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de onze ares vingt-deux centiares, deuxième classe, d'un revenu de huit francs quatre-vingt-dix centimes. Article trente-neuf Une terre, sise au même lieu, formant le numéro quatre même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de un hectare, deux ares soixante-dix centiares, deuxième, troisième et quatrième classes, d'un revenu de quarante-un francs trente-trois centimes. Article quarante Une terre sise à le Cun, même commune, formant le numéro 11 P, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de soixante-six ares cinquante centiares, troisième et quatrième classes, d'un revenu de treize francs quatre-vingt-dix centimes. Article quarante-un Une terre, sise à Lacroffière, même commune formant le numéro 13 P, même section A dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de quarante-trois ares quarante centiares, troisième et quatrième classes, d'un revenu de onze francs quatre centimes. Article quarante-deux Un pré, situé à pré Barrat, même commune, formant partie du numéro 29 même section A, dudit plan cadastral, d'une contenance approximative de vingt-neuf ares quarante-cinq centiares, deuxième et troisième classe, d'un revenu de dix-neuf francs cinquante centimes. Article quarante-trois Un bois sis à Roquecave, même commune, formant partie du numéro 27, même section A du dit plan cadastral, d'une contenance approximative de quatre ares soixante centiares, deuxième classe, d'un revenu de un franc quinze centimes. Article quarante-quatre Une maison sise à la Cabane, même commune, formant le numéro 4, même section A du dit plan cadastral, d'un revenu de seize francs. Cette maison, construite en pierres moellons, couverte en tuiles canal à quatre tombants d'eau, se compose d'un seul étage. A côté de la maison et sur le derrière se trouve un petit hangar recouvert en tuiles canal. A côté de cette maison se trouve une grange avec étable à bœufs, construite en pierres, couverte en tuiles et à deux tombants d'eau. Tous les biens immeubles ci-dessus désignés sont situés sur le territoire de la commune de Montlauzan, canton de Montcuq, arrondissement de Cahors, département du Lot. Le cahier des charges, dressé pour parvenir à la vente des biens ci-dessus décrits, a été déposé au greffe du tribunal civil de Cahors, où chacun peut en prendre connaissance. La publication en a été faite le vingt-sept mars dernier et l'adjudication des dits biens a été continuée au huit mai prochain. En conséquence, l'adjudication desdits biens saisis, aura lieu le huit mai prochain, à l'heure de midi, à l'audience des criées du tribunal civil de Cahors au Palais de Justice de cette ville. Elle sera faite en un seul lot, sur la mise à prix de dix francs ci 10 fr. En sus des charges. Il est en outre déclaré à tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription pour cause d'hypothèques légales qu'ils devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication à peine de déchéance. Pour extrait certifié véritable Cahors, le douze avril mil huit cent quatre vingt-neuf. L'avoué poursuivant, Signé : G. DELBREIL. Enregistré à Cahors, le treize avril mil cent quatre-vingt-neuf, F^o C^e reçu un franc quatre-vingt-huit centimes, décimes compris. Signé : BOUDET.

LA VELOUTINE Poudre de Riz spéciale préparée au bismuth, par conséquent d'une action salutaire sur la peau ADHÉRENTE & INVISIBLE Elle donne au teint une beauté et une fraîcheur naturelles Se défier des Imitations et Contrefaçons CH. FAY, inventeur Jugement du Tribunal civil de la Seine du 8 Mai 1875 9, Rue de la Paix, PARIS

6 MILLIONS DISPONIBLES POUR PLACEMENT Par HYPOTHÈQUE, Avances sur Biens et TITRES DOTAUX Titres au porteur et nominatifs même grevés de restitution, Créances, Nues-Propriétés, Usufruits. Avances avant Formalités, Discretion. - LACOMBE & GONNET, 13, rue Laffitte, PARIS

EAU MINÉRALE NATURELLE VICHY Sources de l'État. Applications en médecine : GRANDE-GRILLE. - Affections lymphatiques, maladies des voies digestives, engorgements du fôie et de la rate, obstructions vésicales. HOPITAL. - Affections des voies digestives, pesanteur d'estomac, digestion difficile, inappétence. CÉLESTINS. - Affections des reins, de la vessie, gravelle, calculs urinaires, goutte, diabète, etc. HAUTERIVE. - Prescrite comme Célestins. Administration de la C^o concessionnaire : PARIS, 8, Boulevard Montmartre EXIGER le NOM de la SOURCE sur la CAPSULE Dépôt chez tous les marchands d'eaux minérales, Drogistes et Pharmaciens

ASTHME CIGARETTES INDIENNES au CANNABIS INDICA de GRIMAULT & C^o, Ph^os, Paris Le plus efficace des moyens connus pour combattre l'asthme, la toux nerveuse, les catarrhes, l'insomnie. DÉPOT : Toutes Pharmacies.

ON demande célibataire ou marié pour la surveillance d'un important domaine aux environs de Paris. Appointements 250 francs par mois, logement, chauffage et droit de chasse. S'adresser à M. LEGOASTER, 1, boulevard de Belleville, à Paris. Joindre timbre pour réponse.

MALADIES DES ENFANTS SIROP DE RAIFORT IODÉ de GRIMAULT & C^o Plus actif que le sirop antiscorbutique, il excite l'appétit, fait fondre les glandes, combat la pâleur et la mollesse des chairs, guérit les gormes, croûtes de lait, éruptions de la peau. Cette combinaison végétale, essentiellement dépurative, est mieux tolérée que les iodures de potassium et de fer. DÉPOT : Toutes Pharmacies.

GUÉRISON CERTAINE et RADICALE DE TOUTES LES Affections de la Peau DARTRES, ECZÉMAS, Psoriasis, Acné, etc.; des PLAIES et ULCÈRES VARIEUX considérés comme incurables par les Princes de la Science Le Traitement ou drainage n'interrompt pas le travail; il est à la portée des petites bourses, et, dès le deuxième jour, il procure une amélioration sensible. S'adresser à M. LENOIR, MÉDECIN SPÉCIALISTE 11, rue St-Louis, à MELUN (S.-et-M.). CONSULTATIONS GRATUITES par Correspondance

Le propriétaire-gérant, Layrou.